

IZIOUM : 447 TOMBES DANS UNE FORÊT

Six jours après la libération d'Izioum, la police a découvert un lieu d'inhumation de plus de 440 tombes dans la pinède près du cimetière municipal. En une semaine d'exhumations, 447 corps ont été récupérés — 425 civils, dont cinq enfants, et 22 militaires ; au moins 30 portaient des traces de torture. Dix lieux de torture ont été documentés dans la ville. La Russie a parlé de mensonge et d'« une deuxième Boutcha ». En 2026, chaque corps avait retrouvé un nom, et la première condamnation à perpétuité avait été prononcée par contumace.

UKRAINE EVIDENCE HUB

REGISTRE VÉRIFIÉ

OCT. 2026

PROJET — non publié. Projet pour le rédacteur. Le site d'inhumation ne fait l'objet d'aucune constatation propre d'un organe mandaté par l'ONU : les rapports périodiques du HCDH consignent des meurtres et des disparitions individuels à Izioum, et la Commission d'enquête a annoncé qu'elle examinerait le site ; les chiffres relatifs aux tombes sont ukrainiens (Niveau B) et indépendants (Niveau C). Le projet maintient cette distinction. Emplacements photo provenant de sources officielles (Police nationale, administration régionale de Kharkiv, CC BY) — aucune image des morts.

447

corps exhumés du lieu d'inhumation en forêt, 16–23 sept. 2022 : 425 civils, dont 5 enfants, 22 militaires B

Parquet régional de Kharkiv, 24 sept. 2022

30+

corps présentant des traces visibles de torture — mains liées, cordes, membres brisés B

Parquet régional de Kharkiv, via AP, 2 oct. 2022

10

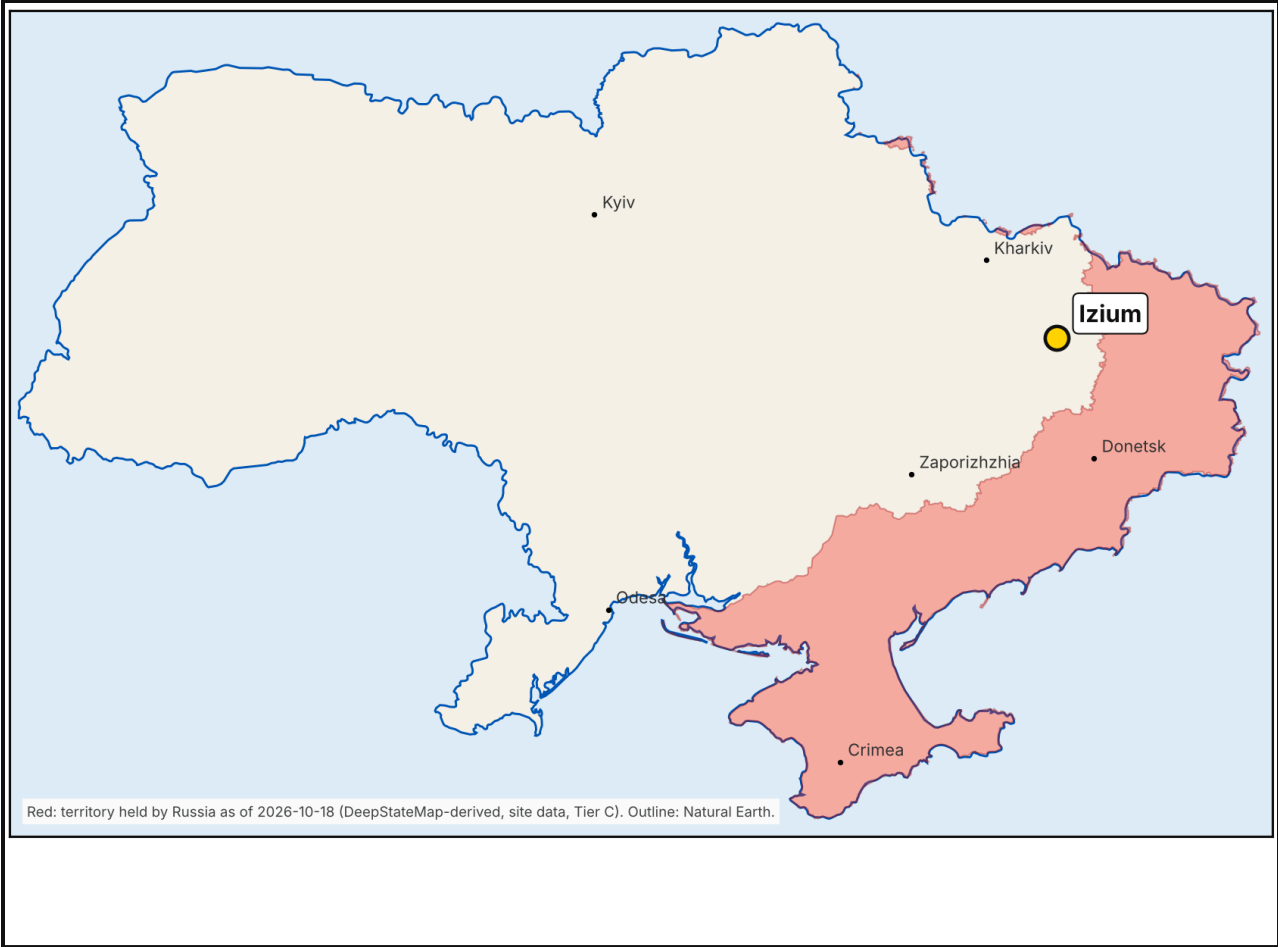
sites de torture documentés dans la ville ; six découverts par la police dans la semaine suivant la libération C

AP, 2 oct. 2022 ; Police nationale, 16 sept. 2022

44+

civils tués lors d'une seule frappe aérienne contre un immeuble d'habitation au 2, rue Pershotravneva, le 9 mars 2022 C

Human Rights Watch, 22 mars 2023 (Médiateur : 54)



L'ESSENTIEL

Une inhumation de masse sous occupation. L'analyse satellitaire montre qu'environ 55 000 m² de terrain ont été excavés au cimetière entre avril et juillet 2022, avec une position d'artillerie russe à côté (Yale HRL ; Maxar). Les morts ont été enterrés dans des tombes numérotées, certaines contenant deux à quatre corps, par une ville sous contrôle russe pendant six mois.

La torture comme système. Human Rights Watch a interrogé plus de 100 personnes et a identifié sept lieux de détention ; AP en a documenté dix. Le HCDH a consigné l'exécution par balle d'un médecin légiste de la morgue âgé de 70 ans, le meurtre d'une femme vue pour la dernière fois entrant dans une base russe, ainsi que la disparition et l'électrocution d'un chef de communauté (rapports de mars et juin 2023).

Nommés et jugés. En 2026, l'Ukraine avait inculpé des militaires de la 27e brigade de fusiliers motorisés de la Garde, dont son commandant, et des combattants du 204e régiment de la « LNR » ; le 1er juil. 2026, un tribunal de Kharkiv a condamné par contumace un militaire de la brigade à la réclusion à perpétuité et deux combattants à 15 ans.

QUALIFICATION JURIDIQUE EN TROIS NIVEAUX

MEURTRES ET DISPARITIONS DE CIVILS — ÉTABLI EN PARTIE (HCDH, CAS INDIVIDUELS)

LIEUX DE TORTURE ET FOSSES COMMUNES SOUS OCCUPATION — TENDANCE (BOUTCHA, IZIOUM, KHERSON)

TORTURE ET MEURTRES SYSTÉMATIQUES, POLITIQUE DE LA FORCE D'OCCUPATION — POSITION

Établi. Le HCDH a documenté des meurtres individuels, une disparition et des actes de torture à Izioum pendant l'occupation (rapports du 24 mars et du 27 juin 2023, par. 45–46, 54, 92) ; la Commission d'enquête a constaté qu'Izioum figurait parmi les villes les plus détruites et a annoncé qu'elle examinerait le site d'inhumation (23 sept. 2022 ; A/HRC/52/62). Aucun organe de l'ONU n'a formulé de constatation sur le site d'inhumation lui-même. **Tendance.** La séquence de Boutcha répétée : occupation, lieux de détention, inhumation de masse, découverte après la libération, déni russe qualifiant les faits de « mise en scène ». **Position.** L'Ukraine qualifie les meurtres et la torture de crimes de guerre (art. 438 CPU) commis en application d'une politique de la force d'occupation, et a inculpé un commandant de brigade au titre de la responsabilité du supérieur hiérarchique.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Demander au HCDH et à la Commission d'enquête d'achever et de publier leurs travaux sur le site d'inhumation d'Izioum, quatre ans après. Désigner la 27e brigade de fusiliers motorisés de la Garde et le colonel Safonov au titre des régimes nationaux et de l'UE ; seul le commandant de l'armée est inscrit sur une liste, et pas pour Izioum. Soutenir l'identification par ADN et les familles des 447. Maintenir Izioum aux côtés de Boutcha dans chaque déclaration sur le traitement des civils sous occupation.

Sources : A — HCDH, Rapport sur la situation des droits de l'homme en Ukraine, 1er août 2022 – 31 janv. 2023 (24 mars 2023), par. 45–46, 74 ; HCDH, Détention de civils dans le contexte de l'attaque armée de la Fédération de Russie contre l'Ukraine (27 juin 2023), par. 54, 92 ; porte-parole du HCDH, 16 sept. 2022 ; conférence de presse de la Commission d'enquête du 23 sept. 2022 ; A/77/533 (oct. 2022), par. 41 ; A/HRC/52/62 (15 mars 2023), par. 27, 36–37 ; A/78/540 (oct. 2023). B — Police nationale 16 sept. 2022 ; parquet régional de Kharkiv 24 sept. 2022, 2 oct. 2022, 28 nov. 2022, 24 févr. 2023, 11 mars 2025, 1er juil. 2026 ; administration régionale de Kharkiv 23 sept. 2022 ; Bureau du Procureur général nov. 2023, 17 et 27 oct. 2025, 13 mars et 1er juin 2026 ; État-major général 2 mai 2022 ; administration militaire de la ville d'Izioum 24 nov. 2025 ; Médiateur (via HRW). C — Yale Humanitarian Research Lab 20 sept. 2022 ; Maxar 17 sept. 2022 ; AP 2 oct. 2022 ; Human Rights Watch 19 oct. 2022 et 22 mars 2023 ; Truth Hounds / Babel 12 avr. 2024 ; IWPR 18 févr. et 28 nov. 2025 ; Airwars RUK045 ; Moscow Times 19 sept. 2022 ; EUvsDisinfo ; Veridica ; Kyiv Post 16 sept. 2026 ; liste consolidée des sanctions du Royaume-Uni (Kisiel). Tous consultés le 20 oct. 2026.



SIX MOIS D'OCCUPATION, UNE SEMAINE D'EXHUMATION

Izioum était une ville de 45 000 habitants sur la route de Kharkiv au Donbass. La Russie l'a prise en mars 2022 comme pivot de sa poussée vers Sloviansk ; elle l'a quittée le 10 septembre. La forêt près du cimetière renfermait ce qu'avait fait l'occupation.

UKRAINE EVIDENCE HUB
REGISTRE VÉRIFIÉ
OCT. 2026

28 févr. - 12 mars 2022	Attaques russes contre Izioum ; siège à partir du 6 mars ; les forces ukrainiennes se retirent le 12 mars. C — Sources ouvertes
9 mars 2022	Une bombe larguée par avion détruit l'immeuble d'habitation du 2, rue Pershotravneva alors que des habitants s'abritent au sous-sol ; au moins 44 tués (HRW), 54 selon le décompte du Médiateur ; aucune utilisation militaire du bâtiment n'a été constatée. C — Human Rights Watch, 22 mars 2023
24 mars 2022	Un homme de Kapytolivka est arrêté à son domicile ; son corps est ensuite vu à la morgue d'Izioum avec trois autres portant des traces de torture et des blessures par balle, puis retrouvé dans la fosse commune après la libération. A — HCDH, 27 juin 2023, par. 92
1er avr. 2022	L'armée ukrainienne confirme le contrôle russe de la ville. B — État-major général
6 avr. - 1er juil. 2022	Environ 55 000 m² excavés au cimetière de Pishchanske ; une excavatrice militaire et une position d'artillerie russe visibles sur les images. C — Yale Humanitarian Research Lab, 20 sept. 2022 ; Maxar
Mai 2022	Des « Kadyrovtsy » tchéchènes abattent un médecin légiste de la morgue d'Izioum âgé de 70 ans qui refusait de remettre son véhicule aménagé. A — HCDH, 24 mars 2023, par. 45
2 juin 2022	Une femme de 36 ans est vue pour la dernière fois entrant dans une base russe ; son corps, portant une blessure par balle, est livré à la morgue le jour même. A — HCDH, 24 mars 2023, par. 46
18 juin - juil. 2022	Un chef de communauté est victime de disparition, battu et électrocuté dans un garage, libéré après 21 jours, puis de nouveau détenu dans l'ancien commissariat de police du district. A — HCDH, 27 juin 2023, par. 54
10 sept. 2022	Izioum libérée. B — État-major général
15-16 sept. 2022	La police découvre le site d'inhumation en forêt avec plus de 440 tombes ; l'exhumation commence — 17 soldats et 22 civils le premier jour ; six sites de torture découverts dans la ville. B — Police nationale
16 sept. 2022	Le HCDH annonce une visite de surveillance à Izioum ; l'UE condamne les atrocités. A — Porte-parole du HCDH ; SEAE
19 sept. 2022	Le porte-parole du Kremlin, Peskov : les découvertes d'Izioum sont un mensonge, le scénario de Boutcha répété. LA RUSSIE AFFIRME — Moscow Times ; EUvsDisinfo
23 sept. 2022	Le président de la Commission d'enquête, Møse : la Commission entend se pencher sur le site d'Izioum. Gouverneur régional : trois autres sites d'inhumation dans le district. A — Conférence de presse de la Commission d'enquête ; administration régionale de Kharkiv
24 sept. 2022	Exhumation achevée : 447 corps — 425 civils dont cinq enfants, 22 soldats. B — Parquet régional de Kharkiv
29 sept. 2022	La porte-parole du MAE, Zakharova : l'Ukraine répète le scénario de Boutcha à Izioum — une mise en scène. LA RUSSIE AFFIRME — RIA Novosti via Ukrainska Pravda
2 oct. 2022	AP documente dix sites de torture dans la ville ; huit hommes dont la mort sous la torture est confirmée. C — AP
19 oct. 2022	Human Rights Watch : plus de 100 entretiens, 15 récits de torture de première main, sept lieux ; les exactions relevaient d'une politique et d'un plan. C — HRW
28 nov. 2022	L'ADN confirme que la tombe n° 319 contient l'écrivain Volodymyr Vakoulenko, enlevé en mars 2022. B — Parquet régional de Kharkiv
15 mars 2023	Commission d'enquête : frappée par l'ampleur des destructions à Izioum ; consigne également l'utilisation probable d'armes à sous-munitions par l'Ukraine dans Izioum tenue par la Russie (par. 27, 36–37). A — A/HRC/52/62
nov. 2023	Deux combattants de la « LNR » du 204e régiment désignés comme les meurtriers de Vakoulenko. B — Parquet régional de Kharkiv
27 oct. 2025	Le colonel Sergueï Safonov, commandant de la 27e brigade de fusiliers motorisés de la Garde, inculpé par contumace pour la torture d'un policier en mai 2022 (art. 28(2), 438(1)). B — Procureur général ; IWPR
24 nov. 2025	Réinhumation des 449 morts identifiés, dont 23 soldats, achevée. B — Administration militaire de la ville d'Izioum
1er juin 2026	Mise en accusation de 13 personnes — combattants de la « LNR » et collaborateurs — pour des enlèvements, la détention dans des conteneurs métalliques et le meurtre d'un membre de Plast en mars 2022. B — Procureur général
1er juil. 2026	Verdict par contumace pour le meurtre du médecin légiste Zdebskyi et de l'entrepreneur Salyha : un militaire de la 27e brigade — perpétuité ; deux combattants de la « LNR » — 15 ans chacun. B — Parquet régional de Kharkiv

LE SITE D'INHUMATION

Le site se trouvait dans la pinède jouxtant le cimetière municipal de Pishchanske, rue Shakespeare. Les images satellitaires montrent environ 55 000 m² d'excavation entre le 6 avril et le 1er juillet 2022 et, à 100 m, une position d'artillerie russe le 8 avril (Yale HRL, Maxar).

L'exhumation s'est déroulée du 16 au 23 septembre 2022 avec environ 200 spécialistes. Les tombes étaient numérotées ; certaines contenaient deux à quatre corps ; 22 soldats se trouvaient dans une seule fosse. Le décompte du parquet au 24 septembre : 447 corps, 425 civils dont cinq enfants, 22 soldats ; au moins 30 présentant des signes de torture.

L'identification a pris trois ans : 127 sans nom en février 2023, 46 en mars 2025, aucun en novembre 2025, lorsque 449 ont été réinhumés — le total a augmenté de deux à mesure que les restes étaient séparés. La plupart des morts avaient été tués par des bombardements, par manque de soins médicaux ou par exécution ; l'immeuble d'habitation du 9 mars représente à lui seul 44–54.



Le site d'inhumation dans la pinède près du cimetière de Pishchanske, Izioum, 16 sept. 2022. Photo : Світлана Кирган / АрміяInform · CC BY 4.0 · via Wikimedia Commons

LES SITES DE TORTURE

La police a recensé six sites en une semaine : l'administration du district, le commissariat de police, le bâtiment du SBU, le parquet, le centre de services administratifs et le commissariat militaire (16 sept. 2022). AP en a compté dix, dont une fosse dans un ensemble résidentiel, un garage de clinique près de la voie ferrée et un jardin d'enfants.

Human Rights Watch (19 oct. 2022) : plus de 100 entretiens ; 15 récits de torture de première main — passages à tabac, chocs électriques, simulacres d'exécution — dans sept lieux, dont deux écoles et le commissariat central ; deux détenus libérés se sont donné la mort ; les exactions relevaient d'une politique et d'un plan.

Les cas propres au HCDH à Izioum : le médecin légiste de la morgue abattu par des troupes tchéchènes (mai 2022) ; la femme tuée après être entrée dans une base russe (2 juin 2022) ; le chef de communauté électrocuté dans un garage (juin–juil. 2022) ; l'homme de Kapytolivka dont le corps est passé par la morgue avant la fosse commune (mars–mai 2022).

Sources : A — HCDH, Rapport sur la situation des droits de l'homme en Ukraine, 1er août 2022 – 31 janv. 2023 (24 mars 2023), par. 45–46, 74 ; HCDH, Détention de civils dans le contexte de l'attaque armée de la Fédération de Russie contre l'Ukraine (27 juin 2023), par. 54, 92 ; porte-parole du HCDH, 16 sept. 2022 ; conférence de presse de la Commission d'enquête du 23 sept. 2022 ; A/77/533 (oct. 2022), par. 41 ; A/HRC/52/62 (15 mars 2023), par. 27, 36–37 ; A/78/540 (oct. 2023). B — Police nationale 16 sept. 2022 ; parquet régional de Kharkiv 24 sept. 2022, 2 oct. 2022, 28 nov. 2022, 24 févr. 2023, 11 mars 2025, 1er juil. 2026 ; administration régionale de Kharkiv 23 sept. 2022 ; Bureau du Procureur général nov. 2023, 17 et 27 oct. 2025, 13 mars et 1er juin 2026 ; État-major général 2 mai 2022 ; administration militaire de la ville d'Izioum 24 nov. 2025 ; Médiateur (via HRW). C — Yale Humanitarian Research Lab 20 sept. 2022 ; Maxar 17 sept. 2022 ; AP 2 oct. 2022 ; Human Rights Watch 19 oct. 2022 et 22 mars 2023 ; Truth Hounds / Babel 12 avr. 2024 ; IWPR 18 févr. et 28 nov. 2025 ; Airwars RUK045 ; Moscow Times 19 sept. 2022 ; EUvsDisinfo ; Verídica ; Kyiv Post 16 sept. 2026 ; liste consolidée des sanctions du Royaume-Uni (Kisel). Tous consultés le 20 oct. 2026.



OÙ S'ARRÊTE LE DOSSIER DE L'ONU, ET OÙ IL NE S'ARRÊTE PAS

L'ONU a documenté des meurtres et des actes de torture individuels à Izioum et annoncé des travaux sur le site d'inhumation, mais n'a publié aucune constatation sur les tombes elles-mêmes. Le décompte des morts est ukrainien ; la tendance est confirmée par des enquêteurs indépendants ; la lacune est montrée, non comblée.

UKRAINE EVIDENCE HUB

REGISTRE VÉRIFIÉ

OCT. 2026

ÉTABLI PAR DES ORGANES DOTÉS D'UN MANDAT

HCDH, rapport du 24 mars 2023 (1er août 2022 – 31 janv. 2023), par. 45–46 : des « Kadyrovtsy » tchéchènes ont abattu un médecin légiste de la morgue d'Izioum âgé de 70 ans en mai 2022 ; les forces russes ont tué une femme de 36 ans vue pour la dernière fois entrant dans leur base le 2 juin 2022 ; par. 74 : l'hôpital central gravement endommagé et transformé en hôpital militaire. A

HCDH, rapport sur la détention de civils, 27 juin 2023, par. 54, 92 : disparition forcée, passage à tabac et électrocution d'un chef de communauté en juin–juillet 2022 ; un homme de Kapytolivka arrêté le 24 mars 2022, son corps vu à la morgue avec des traces de torture et des blessures par balle, retrouvé dans une fosse commune près d'Izioum après septembre 2022. A

Commission d'enquête, 23 sept. 2022 : entend examiner le site d'Izioum. A/HRC/52/62 (15 mars 2023) : frappée par l'ampleur des destructions à Izioum (par. 27) ; utilisation probable par l'Ukraine d'armes à sous-munitions et de mines dispersables dans Izioum tenue par la Russie, trois incidents, jugés probablement sans discrimination (par. 36–37). A/77/533 : l'hôpital d'Izioum parmi cinq endommagés alors qu'ils fonctionnaient. A

Aucune constatation du HCDH ou de la Commission sur le site d'inhumation n'a été publiée (vérifié : rapports périodiques jusqu'en oct. 2024 ; A/78/540). Le document détaillé de la Commission A/HRC/52/CRP.4 n'a pas pu être consulté pour ce projet. A

ENQUÊTE UKRAINIENNE

Parquet régional de Kharkiv, 24 sept. 2022 : 447 corps — 425 civils (cinq enfants), 22 soldats ; au moins 30 présentant des signes de torture ; trois autres sites d'inhumation dans le district (gouverneur régional, 23 sept.). B

Police nationale, 16 sept. 2022 : dix sites de torture dans la partie libérée de la région, dont six à Izioum. B

Identification : 127 non identifiés (févr. 2023) ; 402 identifiés sur 448 (mars 2025) ; 449 identifiés et réinhumés, dont 23 militaires (24 nov. 2025). B

Procédures : 27e brigade de fusiliers motorisés de la Garde (1re armée de chars) — le commandant, le colonel Safonov, et trois militaires inculpés (oct. 2025) ; un militaire condamné à la réclusion à perpétuité (1er juil. 2026). 204e régiment de la « LNR » — les meurtriers de Vakoulenko nommés (nov. 2023) ; 13 mis en accusation (juin 2026) ; deux combattants condamnés à 15 ans (juil. 2026). B

ENQUÊTES INDÉPENDANTES

Yale Humanitarian Research Lab, 20 sept. 2022 : ~55 000 m² excavés au cimetière entre le 6 avr. et le 1er juil. 2022 ; au moins 40 objets militaires à proximité. Maxar, 17 sept. 2022 : images de mars et d'août 2022 ; position d'artillerie près du cimetière le 8 avr. C

Human Rights Watch, 19 oct. 2022 : torture dans sept installations, plus de 100 entretiens ; 22 mars 2023 : la frappe du 9 mars sur le 2, rue Pershotravneva — au moins 44 morts, aucune utilisation militaire du bâtiment, aucune réponse du ministère russe de la Défense. C

AP, 2 oct. 2022 : dix sites de torture, 15 survivants, huit hommes tués sous la torture. C

Truth Hounds, avr. 2024 : des unités de l'armée russe (488e régiment, 856e régiment d'artillerie) présentes à chaque étape de l'enlèvement de Vakoulenko. C

LES CHIFFRES — TOUTES LES SOURCES, TELS QUE PUBLIÉS

Chiffre	Ce qui est compté	Source · date · niveau
436 · 447 · 448 · 449	corps exhumés du site de la forêt — gouverneur le 23 sept. 2022 ; procureur le 24 sept. 2022 ; chiffre de la police utilisé en 2025 ; administration municipale lors de la réinhumation, nov. 2025 (restes séparés lors de l'identification)	B
425 · 414	civils parmi les 447 — parquet ; ventilation des enquêteurs (215 femmes, 194 hommes, 5 enfants, 11 indéterminés)	B
21 · 22 · 23 · 25	militaires — gouverneur ; procureur 2022 ; ville 2025 ; procureur 2025	B
30+	corps présentant des signes de torture	Procureur régional de Kharkiv, oct. 2022 · B
44 · 51 · 54	tués au 2, rue Pershotravneva, 9 mars 2022 — identifiés par HRW ; corps récupérés ; Médiateur	C / B / B
6 · 7 · 10	sites de torture dans la ville — police (sept. 2022) ; HRW ; AP	B / C / C
1,000+	décès estimés à Izioum pendant l'occupation — chiffre non attribué dans les médias ukrainiens ; non utilisé	non vérifié



Tombes avec des croix en bois sur le site d'inhumation, déc. 2022. Photo : Administration régionale d'État de Kharkiv · CC BY 4.0 · via Wikimedia Commons

Le hub présente les cas individuels du HCDH au Niveau A, les décomptes du site d'inhumation comme « selon les autorités ukrainiennes » (Niveau B), et les travaux satellitaires et des ONG au Niveau C. L'absence de constat de l'ONU sur les tombes est elle-même consignée — et constitue la première demande.

Sources : A — HCDH, Rapport sur la situation des droits de l'homme en Ukraine, 1er août 2022 – 31 janv. 2023 (24 mars 2023), par. 45–46, 74 ; HCDH, Détention de civils dans le contexte de l'attaque armée de la Fédération de Russie contre l'Ukraine (27 juin 2023), par. 54, 92 ; porte-parole du HCDH, 16 sept. 2022 ; conférence de presse de la Commission d'enquête du 23 sept. 2022 ; A/77/533 (oct. 2022), par. 41 ; A/HRC/52/62 (15 mars 2023), par. 27, 36–37 ; A/78/540 (oct. 2023). B — Police nationale 16 sept. 2022 ; parquet régional de Kharkiv 24 sept. 2022, 2 oct. 2022, 28 nov. 2022, 24 févr. 2023, 11 mars 2025, 1er juil. 2026 ; administration régionale de Kharkiv 23 sept. 2022 ; Bureau du Procureur général nov. 2023, 17 et 27 oct. 2025, 13 mars et 1er juin 2026 ; État-major général 2 mai 2022 ; administration militaire de la ville d'Izioum 24 nov. 2025 ; Médiateur (via HRW). C — Yale Humanitarian Research Lab 20 sept. 2022 ; Maxar 17 sept. 2022 ; AP 2 oct. 2022 ; Human Rights Watch 19 oct. 2022 et 22 mars 2023 ; Truth Hounds / Babel 12 avr. 2024 ; IWPR 18 févr. et 28 nov. 2025 ; Airwars RUK045 ; Moscow Times 19 sept. 2022 ; EUvsDisinfo ; Veridica ; Kyiv Post 16 sept. 2026 ; liste consolidée des sanctions du Royaume-Uni (Kisel). Tous consultés le 20 oct. 2026.



IZIOUM

RESPONSABILITÉ

UNE ARMÉE DE CHARS ET SES SUPPLÉTIFS

Izioum était tenue par la 1re armée de chars de la Garde et la 20e armée, avec des régiments mobilisés de la « LNR » et des unités tchéthènes. Les procédures ukrainiennes atteignent désormais un commandant de brigade ; la seule sanction occidentale dans la chaîne est celle visant le commandant de l'armée, imposée pour l'invasion dans son ensemble.

UKRAINE EVIDENCE HUB

REGISTRE VÉRIFIÉ

OCT. 2026

Destinataires	Rôle dans l'affaire	Procédures	Sanctions · tribunaux
Colonel Sergueï Safonov commandant, 27e brigade de fusiliers motorisés de la Garde (1re armée de chars de la Garde), août 2021 – oct. 2022	Commandement de la brigade dont des militaires ont torturé un policier pendant neuf jours dans le sous-sol d'un garage, mai 2022	Inculpé par contumace le 27 oct. 2025, art. 28(2), 438(1) du Code pénal ukrainien ; signalé sur des listes de personnes recherchées	Aucune inscription trouvée sur les listes de l'UE / des États-Unis / du Royaume-Uni / du Canada
Akhmed Doudouïev commandant de véhicule de combat, 27e brigade	Meurtres de l'expert légiste F. Zdebskyi et de l'entrepreneur O. Salyha (mai 2022) ; torture d'un policier	Réclusion à perpétuité par contumace, Kharkiv, 1er juil. 2026 (appel en cours) ; inculpé de torture en oct. 2025	Aucune inscription trouvée
Lieutenant-général Sergueï Kissel commandant, 1re armée de chars de la Garde	Commandement général de la formation au sein du groupement d'Izioum	Aucune inculpation ukrainienne trouvée pour Izioum	Royaume-Uni, 15 mars 2022 — pour l'invasion, non pour Izioum
D. Konovnine, S. Reznik combattants de la « LNR »	Coauteurs des meurtres de Zdebskyi et de Salyha	15 ans chacun par contumace, 1er juil. 2026 ; le parquet fait appel pour obtenir la perpétuité	—
V. Neskorodiev, S. Oudodenko 204e régiment de fusiliers de la « LNR », 2e corps d'armée	Meurtre de l'écrivain Volodymyr Vakoulenko, mars 2022, et trois autres meurtres	Notification de soupçon par contumace, nov. 2023	—
13 combattants et collaborateurs 204e régiment de la « LNR » ; un « député de la LNR » ; un responsable de la « DNR »	Enlèvements, détention dans des conteneurs métalliques, meurtre d'un membre de Plast (28 mars 2022)	Mis en accusation le 1er juin 2026, par contumace	—
« Kadyrovtsy » tchéthènes	Expert légiste de la morgue abattu par balle, mai 2022	Constat du HCDH (24 mars 2023, par. 45) ; unité non identifiée	—

CHAÎNE DE RESPONSABILITÉ

Formations du groupement d'Izioum au printemps 2022 (État-major général, 2 mai 2022) : éléments de la 1re armée de chars de la Garde et de la 20e armée (district militaire Ouest), de la 35e armée et du 68e corps (district Est), des troupes aéroportées et de la 5e brigade de chars — jusqu'à 22 groupes tactiques de bataillon. Administration d'occupation : la « région de Kharkiv » de Vitali Gantchev, installée par la Russie.

Les procédures atteignent à ce jour un commandant de brigade (Safonov) et désignent la 2e division de fusiliers motorisés et le 252e régiment pour d'autres crimes commis dans la ville. Les sites de torture installés dans des bâtiments publics — police, SBU, parquet, administration — renvoient à l'appareil de sécurité de l'occupation plutôt qu'à des unités de passage ; aucune inculpation ne nomme encore son chef.

La frappe aérienne du 9 mars 2022 sur le 2, rue Pershotravneva, l'événement le plus meurtrier, n'a aucun suspect identifié ; le ministère russe de la Défense n'a pas répondu à Human Rights Watch.

LES ACTES PROPRES DE L'ÉTAT RUSSE

Le « chef » de la région installé par la Russie, Gantchev, a déclaré en septembre 2022 que les villes libérées « doivent être nettoyées » (RIA Novosti).

Trois jours avant la découverte du site, le média russe Vzgliad écrivait que l'Ukraine « préparait une nouvelle provocation » à Izioum — le démenti a été publié avant la découverte.

Le Kremlin (19 sept. 2022) et le MAE (29 sept. 2022) ont qualifié l'exhumation de mensonge et de répétition mise en scène de Boutcha. La Russie n'a ouvert aucune enquête.

Statut des sanctions d'après la liste consolidée du Royaume-Uni (Kissel) et les données d'agrégateurs (Niveau C) ; listes de l'UE, des États-Unis et du Canada non vérifiées pour Safonov, Doudouïev ou la 27e brigade dans ce projet — à vérifier avant publication. Les attributions d'unité pour le meurtre de l'expert légiste divergent : le HCDH évoque des troupes tchéthènes ; l'acte d'accusation ukrainien désigne un militaire de la 27e brigade — présenté comme une contradiction, non réconciliée.

Sources : A — HCDH, Rapport sur la situation des droits de l'homme en Ukraine, 1er août 2022 – 31 janv. 2023 (24 mars 2023), par. 45–46, 74 ; HCDH, Détention de civils dans le contexte de l'attaque armée de la Fédération de Russie contre l'Ukraine (27 juin 2023), par. 54, 92 ; porte-parole du HCDH, 16 sept. 2022 ; conférence de presse de la Commission d'enquête du 23 sept. 2022 ; A/77/533 (oct. 2022), par. 41 ; A/HRC/52/62 (15 mars 2023), par. 27, 36–37 ; A/78/540 (oct. 2023). B — Police nationale 16 sept. 2022 ; parquet régional de Kharkiv 24 sept. 2022, 2 oct. 2022, 28 nov. 2022, 24 févr. 2023, 11 mars 2025, 1er juil. 2026 ; administration régionale de Kharkiv 23 sept. 2022 ; Bureau du Procureur général nov. 2023, 17 et 27 oct. 2025, 13 mars et 1er juin 2026 ; État-major général 2 mai 2022 ; administration militaire de la ville d'Izioum 24 nov. 2025 ; Médiateur (via HRW). C — Yale Humanitarian Research Lab 20 sept. 2022 ; Maxar 17 sept. 2022 ; AP 2 oct. 2022 ; Human Rights Watch 19 oct. 2022 et 22 mars 2023 ; Truth Hounds / Babel 12 avr. 2024 ; IWPR 18 févr. et 28 nov. 2025 ; Airwars RUK045 ; Moscow Times 19 sept. 2022 ; EUvsDisinfo ; Veridica ; Kyiv Post 16 sept. 2026 ; liste consolidée des sanctions du Royaume-Uni (Kisel). Tous consultés le 20 oct. 2026.

IZIOUM

PROJET V0.1 · 20 OCT. 2026 · NON

PUBLIÉ · VERSION EN LIGNE ET

JOURNAL DES CORRECTIONS SUR LE

UKRAINE EVIDENCE HUB



page en ligne · journal
des corrections

UN DÉMENTI RÉDIGÉ AVANT LA DÉCOUVERTE

La réponse de la Russie à Izium a été celle donnée pour Boutcha, mot pour mot : un mensonge, une mise en scène, une provocation. Elle avait été préparée à l'avance et n'a jamais été suivie d'une enquête, d'un contre-décompte ni d'une explication sur qui a creusé 55 000 mètres carrés à côté d'une position d'artillerie.

UKRAINE EVIDENCE HUB
REGISTRE VÉRIFIÉ
OCT. 2026

DMITRI PESKOV · PORTE-PAROLE DU KREMLIN · 19 SEPT. 2022

« C'est un mensonge... le même scénario que la provocation de Boutcha. »

Moscow Times, 19 sept. 2022 ; EUvsDisinfo

MARIA ZAKHAROVA · PORTE-PAROLE DU MAE · 29 SEPT. 2022

« Fait tout son possible pour répéter le scénario de Boutcha à Izium — en un mot, une mise en scène. »

RIA Novosti ; Ukrainska Pravda, 29 sept. 2022

VZGLIAD (VZ.RU) · 12 SEPT. 2022, TROIS JOURS AVANT LA DÉCOUVERTE DU SITE

« L'Ukraine prépare un nouvel acte de provocation à Izium. »

Veridica, citant vz.ru

VITALI GANTCHEV · « CHEF » DE LA RÉGION DE KHARKIV INSTALLÉ PAR LA RUSSIE · SEPT. 2022

« Je crois que ces villes doivent être nettoyées. »

RIA Novosti, via Veridica

LA TERRE A ÉTÉ REMUÉE AVANT LA LIBÉRATION

Les images satellitaires montrent environ 55 000 m² excavés au cimetière entre le 6 avril et le 1er juillet 2022, alors que la ville était sous contrôle russe, avec une position d'artillerie russe à 100 m (Yale HRL, Maxar). Les tombes étaient numérotées ; les registres de la morgue pour une victime indiquent une inhumation le 12 mai 2022 (HCDH, par. 92). Une mise en scène aurait nécessité six mois et la coopération de l'occupant.

Ce que l'affirmation concède : Que les tombes existent — le différend porte sur qui les a remplies.

LE SCÉNARIO DE BOUTCHA EST UNE LIGNE RUSSE QUE LA RUSSIE A ABANDONNÉE

En 2026, les propres publications de la Russie sur Boutcha ne parlaient plus de mise en scène (voir « Les héritiers de Goebbels » — le déni de Boutcha en 2026). À Izium, l'ONU elle-même a documenté des meurtres pendant l'occupation — un employé de la morgue abattu par des troupes tchéchènes, une femme tuée dans une base russe, un homme torturé et enterré en mai 2022 (HCDH, 2023). Aucun de ces faits n'est une mise en scène.

Ce que l'affirmation concède : Que les deux affaires se ressemblent — ce qui constitue la tendance.

PRÉVENTIF

Le démenti a été publié le 12 septembre ; la police a découvert le site le 15 septembre et a commencé les exhumations le 16. Un récit préparé avant la découverte témoigne de la connaissance de ce qui allait être trouvé, et non d'une évaluation de celui-ci.

Ce que l'affirmation concède : La connaissance préalable que quelque chose serait trouvé.

LE VOCABULAIRE MÊME DE L'OCCUPATION

Propos tenus au sujet des villes libérées après la découverte. Human Rights Watch a constaté que la torture à Izium relevait d'une politique et d'un plan ; les cas du HCDH concernent les bases et les bâtiments de l'occupation. La déclaration décrit la méthode.

Ce que l'affirmation concède : L'intention à l'égard de la population des villes.

POUR ÊTRE JUSTE

Aucun organe de l'ONU n'a formulé de constat sur le site d'inhumation ; les décomptes de 447–449 sont ukrainiens, et les sous-totaux du parquet lui-même ne concordent pas toujours (une ventilation de mars 2025 totalise 441 contre 402 identifiés déclarés). Le hub présente les chiffres tels que publiés.

La Commission d'enquête a également constaté que les forces ukrainiennes avaient probablement utilisé des armes à sous-munitions et des mines dispersables dans Izium tenue par la Russie lors de trois incidents (A/HRC/52/62, par. 36–37) ; le registre montre les préjudices des deux côtés lorsque l'ONU les consigne.

Les attributions de meurtres individuels divergent entre le HCDH et les enquêteurs ukrainiens (l'expert légiste : troupes tchéchènes ou militaire de la 27e brigade) ; le verdict du 1er juil. 2026 a été rendu par contumace et fait l'objet d'un appel.

Sources : A — HCDH, Rapport sur la situation des droits de l'homme en Ukraine, 1er août 2022 – 31 janv. 2023 (24 mars 2023), par. 45–46, 74 ; HCDH, Détention de civils dans le contexte de l'attaque armée de la Fédération de Russie contre l'Ukraine (27 juin 2023), par. 54, 92 ; porte-parole du HCDH, 16 sept. 2022 ; conférence de presse de la Commission d'enquête du 23 sept. 2022 ; A/77/533 (oct. 2022), par. 41 ; A/HRC/52/62 (15 mars 2023), par. 27, 36–37 ; A/78/540 (oct. 2023). B — Police nationale 16 sept. 2022 ; parquet régional de Kharkiv 24 sept. 2022, 2 oct. 2022, 28 nov. 2022, 24 févr. 2023, 11 mars 2025, 1er juil. 2026 ; administration régionale de Kharkiv 23 sept. 2022 ; Bureau du Procureur général nov. 2023, 17 et 27 oct. 2025, 13 mars et 1er juin 2026 ; État-major général 2 mai 2022 ; administration militaire de la ville d'Izium 24 nov. 2025 ; Médiateur (via HRW). C — Yale Humanitarian Research Lab 20 sept. 2022 ; Maxar 17 sept. 2022 ; AP 2 oct. 2022 ; Human Rights Watch 19 oct. 2022 et 22 mars 2023 ; Truth Hounds / Babel 12 avr. 2024 ; IWPR 18 févr. et 28 nov. 2025 ; Airwars RUK045 ; Moscow Times 19 sept. 2022 ; EUvsDisinfo ; Veridica ; Kyiv Post 16 sept. 2026 ; liste consolidée des sanctions du Royaume-Uni (Kisel). Tous consultés le 20 oct. 2026.



UNE PUISSANCE OCCUPANTE RÉPOND DE SES MORTS

Sous occupation, la puissance protectrice est l'occupant : elle doit traiter les civils avec humanité, rendre compte des décès, permettre l'accès du CICR et consigner les inhumations. Le registre d'Izioum est fait de meurtres, de sites de torture dans des bâtiments publics et d'une forêt de tombes numérotées — et d'un constat de l'ONU sur le site qui reste dû.

UKRAINE EVIDENCE HUB
REGISTRE VÉRIFIÉ
OCT. 2026

ÉTABLI — PAR DES ORGANES MANDATÉS

HCDH (24 mars 2023, par. 45–46) : l'expert légiste de la morgue abattu par des troupes tchéchènes ; le meurtre d'une femme vue pour la dernière fois entrant dans une base russe. HCDH (27 juin 2023, par. 54, 92) : disparition forcée et torture d'un chef de communauté ; un homme torturé, tué et enterré dans la fosse commune.

Commission d'enquête (A/HRC/52/62) : l'ampleur des destructions à Izioum ; intention déclarée le 23 sept. 2022 d'examiner le site d'inhumation ; en outre, utilisation probable par l'Ukraine d'armes à sous-munitions dans la ville tenue par la Russie.

Aucun constat de l'ONU sur le site d'inhumation ; le document détaillé de la Commission (A/HRC/52/CRP.4) n'a pas été lu pour ce projet.

TENDANCE — CE QUE MONTRENT LES FAITS

Occupation → lieux de détention dans les bâtiments de la police et de l'administration → inhumation de masse → découverte à la libération : Boutcha et la région de Kyiv (avr. 2022), Izioum et la région de Kharkiv (sept. 2022), Kherson (nov. 2022) — la Commission d'enquête a constaté que la torture dans les régions de Kherson et de Zaporijia était généralisée et systématique (A/78/540).

La séquence du déni — mensonge, mise en scène, provocation à la Boutcha — diffusée avant la découverte ou dans les jours qui suivent, jamais suivie d'une enquête.

Frappes aériennes sur des immeubles d'habitation où s'abritaient des résidents : Izioum 9 mars 2022 (44–54), Borodianka, Marioupol ; aucun suspect pour aucune d'entre elles.

POSITION — QUALIFICATION RETENUE PAR L'UKRAINE

L'Ukraine qualifie les meurtres et la torture à Izioum de crimes de guerre (art. 438 du Code pénal ukrainien), commis dans le cadre d'une politique de la force d'occupation, et a inculpé le commandant de la 27e brigade pour sa responsabilité dans la torture commise par ses subordonnés (art. 28(2)).

L'Ukraine considère l'inhumation de la forêt comme une fosse commune de victimes de l'occupation, y compris d'exécutions ; la proportion des personnes tuées par exécution, par bombardement et par négligence doit être établie par les tribunaux et, comme le demande l'Ukraine, par la Commission d'enquête.

LES RÈGLES APPLICABLES

Convention de Genève IV, art. 27, 31–32 (traitement humain, interdiction de la contrainte et de la torture), 49 (interdiction de la déportation), 130 (enregistrement des inhumations et marquage des tombes) ; Règlement de La Haye, art. 43 (devoir de l'occupant de maintenir l'ordre public et la vie civile).

Statut de Rome, art. 8(2)(a)(i)–(ii) homicide intentionnel et torture ; art. 7(1)(a), (f), (i) meurtre, torture et disparition forcée en tant que crimes contre l'humanité lorsqu'ils s'inscrivent dans une politique ; art. 28 responsabilité du commandement.

Protocole additionnel I, art. 51, 57, pour la frappe du 9 mars 2022 : aucune utilisation militaire du bâtiment constatée.

CE QUE NOUS NE SAVONS PAS

Comment les 447 sont morts, par catégorie : exécutés, tués par des bombardements, morts par négligence — les tribunaux et la Commission n'ont pas publié de ventilation.

Qui a ordonné les sites de torture dans les bâtiments publics ; la chaîne de sécurité de l'occupation n'est pas nommée dans les procédures.

Un suspect pour la frappe du 9 mars 2022 sur le 2, rue Pershotravneva ; toute enquête russe.

Les trois autres sites d'inhumation annoncés dans le district en septembre 2022 ; aucun chiffre de suivi trouvé.

Statut des sanctions occidentales visant Safonov, Doudouïev et la 27e brigade — non vérifié dans les listes primaires.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Demander à l'ONU d'achever le travail sur Izioum. Demander au HCDH et à la Commission d'enquête de publier leurs travaux sur le site d'inhumation d'Izioum, annoncés en septembre 2022 — la seule grande fosse commune de la guerre sans constat de l'ONU.

Sanctionner la brigade. Inscrire la 27e brigade de fusiliers motorisés de la Garde, le colonel Safonov et les militaires inculpés à Izioum au titre des régimes nationaux et de l'UE ; la seule inscription dans la chaîne est celle du commandant de l'armée, pour l'invasion dans son ensemble.

Soutenir l'identification. Laboratoires ADN et soutien aux familles des 449 ; le décompte n'a été clos qu'en novembre 2025.

Nommer la tendance. Izioum avec Boutcha et Kherson dans chaque déclaration sur l'occupation : lieux de détention, inhumation de masse, déni — trois villes, une méthode.

Sources : A — HCDH, Rapport sur la situation des droits de l'homme en Ukraine, 1er août 2022 – 31 janv. 2023 (24 mars 2023), par. 45–46, 74 ; HCDH, Détention de civils dans le contexte de l'attaque armée de la Fédération de Russie contre l'Ukraine (27 juin 2023), par. 54, 92 ; porte-parole du HCDH, 16 sept. 2022 ; conférence de presse de la Commission d'enquête du 23 sept. 2022 ; A/77/533 (oct. 2022), par. 41 ; A/HRC/52/62 (15 mars 2023), par. 27, 36–37 ; A/78/540 (oct. 2023). B — Police nationale 16 sept. 2022 ; parquet régional de Kharkiv 24 sept. 2022, 2 oct. 2022, 28 nov. 2022, 24 févr. 2023, 11 mars 2025, 1er juil. 2026 ; administration régionale de Kharkiv 23 sept. 2022 ; Bureau du Procureur général nov. 2023, 17 et 27 oct. 2025, 13 mars et 1er juin 2026 ; État-major général 2 mai 2022 ; administration militaire de la ville d'Izioum 24 nov. 2025 ; Médiateur (via HRW). C — Yale Humanitarian Research Lab 20 sept. 2022 ; Maxar 17 sept. 2022 ; AP 2 oct. 2022 ; Human Rights Watch 19 oct. 2022 et 22 mars 2023 ; Truth Hounds / Babel 12 avr. 2024 ; IWPR 18 févr. et 28 nov. 2025 ; Airwars RUK045 ; Moscow Times 19 sept. 2022 ; EUvsDisinfo ; Veridica ; Kyiv Post 16 sept. 2026 ; liste consolidée des sanctions du Royaume-Uni (Kisel). Tous consultés le 20 oct. 2026.

IZIOUM
PROJET V0.1 · 20 OCT. 2026 · NON
PUBLIÉ · VERSION EN LIGNE ET
JOURNAL DES CORRECTIONS SUR LE
UKRAINE EVIDENCE HUB



page en ligne · journal
des corrections

IZIUM: 447 GRAVES IN A FOREST

8 photographs from official sources, as shown on the live page. Each image is credited and openly licensed; videos are linked to the official post (scan the code). No image shows the dead; graphic aftermath is blurred in print. The downloadable pack on the live page holds the full-size files and their SHA-256.

UKRAINE EVIDENCE HUB
VERIFIED RECORD
OCT 2026



The burial site in the pine forest by the Pishchanske cemetery, Iziium, 16 Sep 2022

Світлана Кирган / АрміяInform · 2022-09-16 · CC BY 4.0
[https://commons.wikimedia.org/wiki/File:Cemetery_in_Izium_made_during_Russian_occupation_\(23\).jpg](https://commons.wikimedia.org/wiki/File:Cemetery_in_Izium_made_during_Russian_occupation_(23).jpg)



Graves with wooden crosses at the burial site, Dec 2022

Kharkiv Regional State Administration · 2022-12-09 · CC BY 4.0
[https://commons.wikimedia.org/wiki/File:Cemetery_in_Izium_made_during_Russian_occupation_\(2022-12-09\)_01.jpg](https://commons.wikimedia.org/wiki/File:Cemetery_in_Izium_made_during_Russian_occupation_(2022-12-09)_01.jpg)



A numbered wooden cross at the burial site

Kharkiv Regional State Administration · 2022-12-09 · CC BY 4.0
[https://commons.wikimedia.org/wiki/File:Cemetery_in_Izium_made_during_Russian_occupation_\(2022-12-09\)_02.jpg](https://commons.wikimedia.org/wiki/File:Cemetery_in_Izium_made_during_Russian_occupation_(2022-12-09)_02.jpg)



Exhumation under way at the burial site, 16 Sep 2022

Світлана Кирган / АрміяInform · 2022-09-16 · CC BY 4.0
[https://commons.wikimedia.org/wiki/File:Cemetery_in_Izium_made_during_Russian_occupation_\(29\).jpg](https://commons.wikimedia.org/wiki/File:Cemetery_in_Izium_made_during_Russian_occupation_(29).jpg)



DNA laboratory set up in Iziium to identify the dead, 21 Dec 2022

Ministry of Internal Affairs of Ukraine · 2022-12-21 · CC BY 4.0
[https://commons.wikimedia.org/wiki/File:DNA_laboratory_in_Izium,_2022-12-21_\(01\).jpg](https://commons.wikimedia.org/wiki/File:DNA_laboratory_in_Izium,_2022-12-21_(01).jpg)



The apartment block at 2 Pershotravneva St, struck on 9 Mar 2022

Kharkiv Regional State Administration · 2022-12-09 · CC BY 4.0
[https://commons.wikimedia.org/wiki/File:2_Pershotravneva_Street,_Izium_\(2022-12-09\)_01.jpg](https://commons.wikimedia.org/wiki/File:2_Pershotravneva_Street,_Izium_(2022-12-09)_01.jpg)



2 Pershotravneva St: the collapsed section of the building

Kharkiv Regional State Administration · 2022-12-09 · CC BY 4.0
[https://commons.wikimedia.org/wiki/File:2_Pershotravneva_Street,_Izium_\(2022-12-09\)_02.jpg](https://commons.wikimedia.org/wiki/File:2_Pershotravneva_Street,_Izium_(2022-12-09)_02.jpg)



Body bags at the exhumation site — graphic aftermath, blurred

Світлана Кирган / АрміяInform · 2022-09-16 · CC BY 4.0
[https://commons.wikimedia.org/wiki/File:Cemetery_in_Izium_made_during_Russian_occupation_\(20\).jpg](https://commons.wikimedia.org/wiki/File:Cemetery_in_Izium_made_during_Russian_occupation_(20).jpg)

